On s'abonne à LYON, rue Sirène, N° 9, au deuxième étage; à PARIS, chez M. SAU-TELET, Libraire, place de la Bourse, et chez tous les Libraires et Directeurs des Postes.

Le Précurseur,

Le prix de l'abonnement est de 16 fr. pour trois mois, 51 fr. pour six mois, et 64 fr. pour l'année.

LYON
1827

JOURNAL CONSTITUTIONNEL DE LYON ET DU MIDI, POLITIQUE, LITTÉRAIRE, SCIENTIFIQUE, INDUSTRIEL ET COMMERCIAL.

Ce Journal paraît tous les jours de la semaine, excepté le jeudi. — On s'abonne, à Lyon, au Bureau du Journal, rue Sirène, n° 9; à Paris, chez M. SAULETEL, Libraire, place de la Bourse, et chez tous les Libraires et Directeurs des Postes. Prix de l'abonnement : 60 fr. pour l'année; 51 fr. pour six mois, et 16 fr. pour trois mois. Affranchissement pour l'étranger, 2 fr. par trimestre. Les lettres, paquets et argent doivent être adressés francs de port à M. MONTANDON, Directeur du PRÉCURSEUR, rue Sirène, n° 9, au deuxième étage.

LYON, 18 mars 1827.

DE L'ÉDUCATION DU MOYEN ÂGE

DANS LES ÉCOLES FRANÇAISES DU DIX-NEUVIÈME SIÈCLE.

Quelles que soient les causes du mouvement manifesté depuis deux siècles par l'esprit humain, ce mouvement est un fait éclatant qu'aucune opinion ne conteste. La pensée s'est comme réveillée d'un long engourdissement, et une course rapide a racheté quinze siècles d'inertie. Ce vaste mouvement a produit les plus heureux résultats, lorsqu'il s'est dirigé sur les connaissances que Dieu a mises à la portée de l'homme; il a d'abord fait naître les fleurs brillantes de la poésie et de la littérature; appliqué ensuite à des objets plus graves, il a créé la chimie, renouvelé la physique, étendu l'astronomie et toutes les branches de l'histoire naturelle; ces sciences se sont séparées pour jamais des systèmes d'imagination, et se sont fondées en fait; elles se sont tellement enrichies de documents positifs que nous pouvons, sans trop d'ingratitude pour l'antiquité, les regarder comme la propriété des temps modernes. L'OBSERVATION a fourni les matériaux; L'ANALYSE les a soulevés et mis en œuvre.

La science de l'enseignement n'est pas restée étrangère à ces améliorations; elle a eu aussi ses observateurs et ses analystes; elle a vu aussi renouveler ses théories. Dès le seizième siècle, Lancelot et ses savans confrères de Port-Royal commencèrent à remarquer les vices de la méthode suivie dans les écoles publiques, et à en conseiller la réformation. Depuis ce premier coup de coignée, l'arbre sauvage n'a cessé d'être frappé successivement par tous les hommes éclairés, par les Locke, les Rollin, les Dunsarais, les Pluche, et de nos jours, par Lenare et Jacotot, pour ne citer que les plus recommandables. Par les travaux et les découvertes de ces savans professeurs, la science de l'éducation a été tellement déblayée, tellement restaurée, que nous sommes en droit d'avancer qu'elle n'a rien à envier aux autres sciences; soit par la masse des faits recueillis, soit par la simplicité et la vérité des théories, soit par la clarté et la nature des méthodes d'exécution.

Cependant quelle différence dans le résultat! tous les perfectionnemens des autres sciences se sont popularisés parmi les savans, tous les perfectionnemens de l'éducation, de la science qui prépare toutes les autres, restent enfouis et ignorés dans les livres qui en traitent. Quel est l'homme qui oserait se dire physicien, sans connaître les découvertes de Gay-Lussac, Arago et Ampère; chimiste, sans savoir les expériences de Vauquelin, Dumas et Berzelius; naturaliste, sans avoir lu Hany, Cuvier et Humboldt; Astronome, sans être au fait des calculs, ne disons pas de Newton et de Kepler, mais de Laplace, Delambre et Ramond! Et le plus grand nombre des maîtres, auxquels l'enfance est livrée, ignorant jusqu'à l'existence des méthodes modernes d'enseignement, traînent leurs élèves dans l'ornière de la vieille routine, sans faire aucun effort pour en sortir. On est décoré du titre de professeur, et l'on ignore que le professorat est un art perfectible comme tous les autres, et qui, comme tous les autres, repose entièrement sur l'observation et l'analyse. Sur cinquante maisons d'éducation environ que voit fleurir notre ville, il en est à peine deux ou trois que l'on sache avoir rejeté les procédés pédantesques du moyen âge; et de ce nombre n'est pas le collège royal.

On nous comprendrait bien mal, si l'on pensait que nous faisons à tous les maîtres un crime de cette *inorganisation*. Le plus grand nombre arrose avec constance et résignation le pied de l'arbre stérile; et tout en voyant chaque année avorter les fruits de leur labour, ils ne laissent pas de continuer des efforts aussi honorables pour leur caractère qu'inutiles pour leurs disciples; mais élevés dans la routine consacrée par leurs devanciers, ils ne songent pas qu'il y ait une autre route, et ils accusent l'intelligence de l'homme enfant pour justifier

l'impuissance de leur méthode. D'ailleurs ils n'ont ni secours, ni encouragemens; le gouvernement, au lieu de favoriser l'émission et la propagation des ouvrages théoriques, l'entrave et l'arrête; et si le chef d'un collège fait effort pour introduire quelque utile innovation, l'administration supérieure se hâte de le prévenir, en lui imposant, par arrêté spécial, le nombre et l'espèce des thèmes et *versions* que chaque classe doit fournir par jour. Et comment les chefs de l'instruction publique s'occuperaient-ils de perfectionner l'enseignement? tout leur temps n'est-il pas employé à assouvir les ambitions des congrégations qui nous envahissent, à terminer les querelles du personnel, et à faire rentrer l'inique impôt injurieusement nommé universitaire?

L'homme à tout âge est avide de connaître: ce symptôme de l'intelligence se manifeste dès l'âge le plus tendre. A peine avons-nous le sentiment du jeu de nos organes que nous nous plaisons à les essayer et à jouir de leur puissance. Mais cette disposition reconnue dans tous les temps semble avoir redoublé dans le nôtre. Jamais a-t-on plus apprécié l'instruction? A-t-on jamais plus cultivé les facultés de l'esprit? Notre génération est affaiblie de science, mais ce besoin est trompé dans nos écoles. Il n'est pas un père de famille un peu aisé qui ne s'empresse d'acheter pour ses enfans le plus précieux des domaines, l'éducation; mais les pères de famille sont trompés dans leur attente, et presque tous les jeunes gens sortent des écoles sans y avoir acquis aucune connaissance solide, et après y avoir contracté le dégoût de tout travail actif et matériel, cause féconde des vices qui inondent la société. Ce fait de l'ignorance rapportée des premières études est attesté unanimement par les plus brillans élèves des plus célèbres maisons d'éducation.

Nous avons entendu les défenseurs du vieux système (des officiers de l'université) convenir eux-mêmes de ces faits, et le justifier en disant que si l'élève n'apprenait rien autre chose, du moins *il apprenait à apprendre*. Faut-il donc dix années d'étude pour faire le premier pas dans la science; étrange service rendu à l'être pensant! Ou le sagement pendant dix ans à la tutelle, comme s'il devait toujours être mineur, puis tout-à-coup on l'émançipe en lui déclarant qu'il peut commencer à acquiescer. Curateurs inhabiles, quel compte lui rendrez-vous de votre gestion? Avez-vous doublé son talent? ou vous tenez-vous quittes en le lui rendant intact? Ce père attend-il de vous que vous donniez à ses enfans seulement le moyen de s'instruire un jour, ou bien que vous les instruisiez présentement? Et croyez-vous remplir votre mandat en les lui rendant ignorans, mais capables de secouer l'ignorance? Ils avaient déjà cette capacité sans vos soins. C'est à vous d'étudier la méthode, c'est à l'enfant de jouir du fruit de vos études. Ignorez-vous que sur vingt élèves qui sortent de vos mains, dix-neuf font, le jour qu'ils vous quittent, un divorce éternel avec les études dont vous les avez occupés. Ainsi ils doivent savoir en s'éloignant des bancs tout ce qu'ils ont à apprendre dans vos livres, et manquer seulement de cette instruction pratique que peut seule donner l'expérience de la vie.

Telle est, par une appréciation exacte, l'état de l'enseignement dans cette illustre université de France; et cependant des membres distingués de cette même université, des professeurs des collèges de Paris, des inspecteurs-généraux ont déclaré hautement, soit dans leurs cours, soit dans des écrits publiés et signés, les résultats funestes du système en usage: personne ne les a réfutés, et personne n'a marché. Cependant nos journaux scientifiques offrent à notre admiration et à notre envie les beaux établissemens d'éducation perfectionnée qui s'élèvent dans les états limitrophes et éloignés. L'Amérique, toute jeune qu'elle est, sait élever des hommes; et la vieille Europe croupit dans les langes de son enfance. Un monde naissant se porte rival du nôtre, et tandis que nous affectons

de dédaigner et d'ignorer nos propres découvertes, il les recherche, les approprie, et s'enrichit de nos dépouilles.

Si l'on n'a pu obtenir aucune innovation d'un corps dont les membres sont en partie les hommes des sciences nouvelles, d'un corps qui par sa création impériale n'a rien d'ancien que son nom, se serait-il pas injuste d'attendre ces changemens indispensables de corporations, vouées par leur essence même à l'immuabilité? Telles sont les corporations religieuses. Ces sociétés, à l'exemple des sociétés bien ordonnées, ont une constitution, objet sacré auquel elles ne toucheraient pas sans impiété, et même sans compromettre leur existence. La moindre altération dans la règle du fondateur introduit dans leur sein une cause de dissolution, et tous les réformateurs des ordres dégénérés ont toujours annoncé qu'ils n'avaient d'autre but que de les ramener à leur institution primitive. Les ordres religieux doivent donc regarder tout changement avec l'horreur qu'inspire l'image de la destruction; en voici un exemple: lorsque le ministère de 1818 proposa aux frères de la congrégation de St.-Yve d'échanger leur procédé contre celui de l'enseignement mutuel, le chapitre, après en avoir délibéré, répondit qu'altérer la méthode consacrée dans l'ordre, c'était détruire l'ordre lui-même, et pourtant que leur proposait-on? Moins une méthode nouvelle qu'un procédé d'émulation, purement extérieur et applicable à toutes les méthodes: on leur laissait leur *Croix-de-Par-Dieu*, leur épellation, leur gothique lecture par lettres et syllabes. Ainsi les corporations sont ennemies de toute innovation par leurs principes, par l'esprit de leur institution, par toutes leurs habitudes. Tant que les sciences ont été stationnaires, leur enseignement a pu être compatible avec les principes et la manière d'être des religieux; mais il n'en peut être de même aujourd'hui, et moins encore à l'avenir.

son absence prolongée, on se décida à pénétrer chez lui. Il était presque nuit, couché la face contre terre, les mains placées sous la poitrine, et baigné dans son sang. On trouva à ses pieds un bonnet de laine, et près de sa tête un double sou; le lit avait été fouillé et était encore dans le plus grand désordre. Le témoin donne à la cour des renseignements sur le caractère de Lunel; il était doux, facile à vivre, d'une bonté qui était presque faiblesse; jamais il ne lui arrivait de se fâcher.

Pierre-Marie FERRAT, cultivateur-propriétaire, âgé de 72 ans. (L'accusé était son fermier.) Je n'ai rien à dire contre Descombes. S'il était connu pour avoir une mauvaise réputation j'en saurais quelque chose. Lorsque l'accusé fut arrêté il devait au témoin un terme de 260 fr., et ne pouvait pas l'acquitter. Cependant, trois semaines après l'arrestation, le terme fut payé par la femme de l'accusé, qui donna moitié de la somme en argent, et l'autre moitié en denrées.

Gaspard LAURENT a payé à Lunel pour 25 fr. de raisin, à la fin des vendanges de 1826.

Un autre témoin, du nom de BON ENFANT, a payé à la même époque à Lunel une somme de 12 francs également pour du raisin.

Jean LUNEL et sa femme, domiciliés à Neyronde, héritiers de la victime, déposent l'un après l'autre sur les mêmes circonstances. Aux vendanges de 1826, invités par leur cousin, Claude Lunel, ils étaient venus passer quelques jours avec lui. Le cousin Lunel s'occupait du ménage. Un jour qu'elle venait de faire le lit, Claude lui demanda si elle n'avait rien trouvé dans la paille; et sur sa réponse négative, il alla lui-même y chercher une bourse qu'il semblait lui montrer avec complaisance, et qu'il referma soigneusement; il avait aussi dans les tiroirs de sa commode deux écuelles pleines de monnaie blanche mêlée avec de gros sous. Les témoins interrogés séparément, évaluent à 5 ou 600 francs le contenu de la bourse et des écuelles.

Le GARDE CHAMPETRE de la commune de l'Arbresle donne quelques détails sur l'arrestation du prévenu; il le connaissait de longue main, et reproduit dans sa déposition les souvenirs d'empoisonnement, d'assassinat et d'incendie qui lui étaient imputés par la voie publique.

Jean MINGEON, propriétaire à l'Arbresle le plus proche voisin de l'accusé. Sa femme et lui ont entendu à 6 heures du soir, un homme qui marchait avec des galoches. Un léger bruit qui se fit entendre à leur porte fut attribué par eux à la présence de quelque animal; plus tard ils ont su que c'était Descombes qui, sachant que Lunel venait quelquefois dans la maison, avait voulu voir s'il y était en ce moment. A neuf heures du soir, avant de se coucher, le témoin ouvrit la fenêtre et s'aperçut qu'on fermait sa porte de Lunel très-vivement, quoique sans bruit; cette circonstance était contraire aux habitudes lentes de Lunel. A 11 heures le témoin fut réveillé par un cri. Bientôt un autre cri se fit entendre; cependant il ne conçut aucun soupçon de la vérité. Le lendemain à midi, M^{me} SUTTY, boulangère, ayant passé chez Lunel pour l'avertir de préparer son pain, et l'ayant appelé sans recevoir de réponse, fit par son étonnement à M. Mingeon; le tems passait, Lunel ne reparaitait pas; les deux femmes se décidèrent à monter dans la chambre de Lunel; c'est alors que le cadavre fut découvert.

Le témoin connaissait les rapports d'intérêt qui avaient existé entre Lunel et Descombes; il déclare que 11 mois avant l'événement le prévenu avait remboursé à Lunel une obligation de 450 fr. en principal avec les intérêts à six pour cent; qu'à cette époque Lunel annonça l'intention formelle d'appliquer cent fr. de cette somme en paiement d'une dette, et de garder le reste pour s'en servir dans le cas où il retomberait malade. Il en conclut que Lunel devait avoir cette somme à sa disposition lorsqu'il fut assassiné.

Cette déposition a duré près d'une heure; Jean Mingeon est entré dans les détails les plus minutieux et même les plus futiles; plus tard encore et à plusieurs reprises il a redemandé la parole pour ajouter des faits nouveaux; cependant il n'a fait que reproduire des circonstances déjà largement expliquées par lui.

Marie MINGEON, femme du précédent, reconstruit en partie la déposition de son mari. Elle ajoute que lorsque le cadavre de Lunel fut découvert, son lit et tous ses effets furent trouvés bouleversés, et que les tiroirs de sa commode étaient ouverts; elle se rappelle au moment même, et dit que ses tiroirs n'étaient ouverts qu'à moitié.

Joseph LAVERAUX, maréchal. Dans la soirée du 17, il passait à côté de la maison de Lunel, avec un faïot à la main; il a vu un homme s'enfuir avec précipitation; cet homme portait des galoches.

M^{me} SUTTY, boulangère, a assisté à la découverte du cadavre; elle a reproduit des détails déjà connus.

Pierrette DURAND, tailleur, travaillait chez Descombes pendant les jours qui suivirent l'assassinat. L'accusé avait la tête enveloppée d'un mouchoir; il se cachait la figure et disait qu'il avait mal aux dents. On a souvent parlé du crime en sa présence; mais il a constamment évité de prendre part à la conversation.

André CALMIN, brigadier de gendarmerie, a gardé le prévenu dans sa chambre à la caserne pendant deux jours. Benoit Descombes a dit en sa présence qu'il ne craignait qu'un faux témoin, c'était Jean Mingeon.

M^{me} CALMIN, épouse du brigadier de gendarmerie. (M. le président lui fait ôter son gant pour prêter serment.) Elle dépose les mêmes faits que son mari.

MM. RUFFIN, GRABARD et GOULLOU, tous trois gendarmes à la résidence de l'Arbresle, donnent quelques détails sur la persuasion témoignée par Descombes qu'il était conduit à Lyon pour n'en plus revenir; qu'il était un homme perdu, etc. Le dernier a entendu dire à Descombes que celui qui avait tué Lunel était un fameux scélérat (sensation dans l'auditoire.) L'accusé nie qu'il ait tenu ce propos.

L'audition des témoins est terminée. L'audience est remise, pour entendre les plaidoiries, au lendemain dimanche, à 9 heures précises.

Séance du 18 mars.

Nous ne pouvons donner, aujourd'hui, à nos lecteurs que le résultat du procès.

La séance a duré 9 heures. Après les plaidoiries, 5 questions ont été proposées par M. le président:

- 1^o Benoit Descombes est-il coupable d'homicide volontaire sur la personne de Claude Lunel, dans la soirée du 17 décembre dernier?
- 2^o Cet homicide a-t-il été commis avec préméditation?
- 3^o Benoit Descombes est-il coupable d'avoir commis un vol chez Claude Lunel dans la soirée du 17 décembre 1826.

Après 50 minutes de délibération, le jury a déclaré l'accusé coupable sur les deux premiers points, à l'unanimité; et sur la troisième à la majorité.

En conséquence, l'accusé a été condamné à la peine de mort.

Rapport fait au nom de la commission chargée de l'exécution du projet de loi tendant à autoriser la ville de Lyon de emprunter 5,400,000 francs pour subvenir aux dépenses de divers travaux. Par M. le baron de l'Horre, député du Rhône.

Séance du 14 mars 1827.

Messieurs, Le gouvernement vous a fait présenter le projet d'une loi par laquelle la ville de Lyon serait autorisée à emprunter, à un intérêt qui ne pourrait excéder cinq pour cent, une somme de 5,400,000 fr., remboursable en 12 ans, à partir de 1829.

Cette somme, soutenue des allocations que ferait la ville sur ses revenus, serait exclusivement employée au paiement du prix de l'acquisition et à la reconstruction du grand théâtre; à la construction de l'entrepôt des selles.

Nous recevons tous les jours la confirmation de la nouvelle que notre correspondant de Madrid nous a donnée, datée du 6 mars, et que nous avons publiée dans notre feuille du quinze. *L'Etoile*, dont nous avons cité hier le texte, renferme des détails qui laissent assez voir qu'elle en sait un peu plus qu'elle n'en dit. *L'Indicateur* du 13 mars rapporte la lettre suivante datée de Madrid, 5 mars:

Madrid, 5 mars 1827.

Une conspiration vient d'être découverte à l'armée; c'est elle qui a motivé la marche retrograde d'une division sur Cacérés; il n'était question de rien moins que d'une désertion générale à l'étranger: le plan a été déjoué quelques heures avant d'être mis à exécution, et le général a fait un exemple; il a fait passer par les armes une cinquantaine de militaires de tous grades. Des désertions partielles assez nombreuses avaient déjà eu lieu précédemment. On craint beaucoup que le germe ne soit pas entièrement éteint. Cette nouvelle a fait une grande sensation dans cette capitale, et les dépêches du général en chef, adressées directement au roi, sont d'une nature peu satisfaisante.

Les tableaux envoyés à l'exposition lyonnaise de l'Hôtel-de-Ville, par LL. AA. RR. Mgr. le duc de Bordeaux et Madame, sont arrivés vendredi; ils ont été placés hier dans les salles de l'exposition, qui sont ouvertes à compter d'aujourd'hui. On remarque dans cet envoi deux tableaux d'un grand prix et plusieurs gravures d'une valeur considérable.

COUR D'ASSISES DE LYON.

(Présidence de M. Acher.)

Suite de la séance du 17 mars.

M. CLÉMANGEON, chirurgien à l'Arbresle, confirme par sa déposition une partie de celle de M. le docteur Finaz. Le témoin n'a pas assisté à toutes les opérations faites par ce dernier.

M. MOSCHÉ, médecin à l'Arbresle, même déposition. (MM. les médecins demandent à M. le président la faculté de se retirer. Sur l'acquiescement du ministère public et de l'accusé. Cette demande est accordée.)

Marianne SIBILLON, femme PETIT-JEAN, explique comment Descombes avait retenu sa voiture et son cheval. C'est Descombes lui-même qui, dans la soirée du 17, a porté à manger au cheval, à 6 heures.

M. BRASSE, pharmacien, de l'Arbresle, a payé, deux mois avant l'assassinat, 58 francs à Claude Lunel, pour achat de vins et de raisins.

Jean REVERDY s'explique avec beaucoup de difficulté. Il dépose que Lunel est venu chez lui à 6 heures ou 6 heures et demie du soir, qu'il a plaisanté, qu'il s'est montré fort gai, qu'un instant après il s'est retiré, et que depuis il n'a plus reparu.

M^e DESPREZ, notaire et maire de l'Arbresle. Benoit Descombes le fit appeler après son arrestation. Il s'expliqua sur le fait qui lui était imputé avec beaucoup d'embaras. En voyant M. Desprez se retirer, il s'écria: *Je suis un homme perdu! je vous recommande ma femme et mes enfans.* Le témoin explique que Lunel avait acheté, il y a près de deux ans, une maison de 800 francs; 500 francs restaient à payer, pour lesquels le vendeur n'avait exigé ni billet ni obligation. Cependant, Lunel étant tombé malade, le vendeur lui fit souscrire, par mesure de prudence, une obligation de la somme: après son rétablissement, et dans le mois de février 1826, Lunel remboursa ces trois cents francs. Interrogé sur la fortune de Claude Lunel, M. Desprez en donne un détail approximatif: 500 francs en deux obligations; une maison de la valeur de 800 francs, un fonds de 4 bicherées en terres et vignes, évalué à 2,000 fr., total 5,000 fr. Quant à l'agent que Lunel devait avoir en sa possession le jour de l'assassinat, M. Desprez ne sait rien de certain. Cependant il pense que les 14 sous trouvés chez lui sont bien peu de chose.

La femme REVERDY dépose des mêmes faits que son mari.

Jean-Pierre ANDRIILLAT, maréchal à l'Arbresle, et voisin de Claude Lunel. Jamais, dit-il, il n'avait vu les volets de la chambre de Lunel fermés. C'est le matin du 18 mars qu'il les a vus pour la première fois.

Le témoin est entré chez Lunel, avec d'autres voisins, lorsque par suite de

celle des abattoirs publics; aux acquisitions à faire pour l'établissement du quai du duc de Bordeaux et l'élargissement du pont du Change; aux remblais de la presqu'île Perrache, et aux travaux d'art à y exécuter; enfin à une dernière entreprise, la plus utile de toutes, qui consisterait à donner à la ville des fontaines et des eaux potables.

La commission à laquelle vous avez renvoyé ce projet de loi, a examiné attentivement les pièces sur lesquelles s'appuie la proposition. Elle m'a chargé de mettre sous vos yeux son travail.

Elle a reconnu que, depuis la restauration, la ville de Lyon, rendue à la paix avec toute la France, a pris un grand accroissement de population et de prospérité. Le développement de son ancienne industrie, le travail qui la féconde et l'économie qui en réalise les profits, ont amené le goût des entreprises. Il devait naître aisément dans un pays qui aime à placer ses capitaux sur lui-même et avoir son gage sous la main. Aussi des bâtimens se sont-ils élevés de toutes parts; on a ouvert des rues, formé des plans, créé de nouveaux quartiers, construit des ponts et élargi d'étroits passages. Le gouvernement a favorisé cet essor en s'y associant. Des quais et des ports sont venus s'ajouter à ceux que la ville possédait d'ancienne date. En ce genre, les travaux et les perfectionnemens approchent de leur terme.

L'administration municipale, dont les revenus se sont élevés, année commune, à 5 millions, ne devait pas rester étrangère à ce mouvement général. Celle qui l'avait précédée avait eu assez à faire d'enlever les débris qui si long-tems avaient couvert cette terre de désolation, et de restituer à la ville quelques-uns de ses plus précieux monumens. D'ailleurs ses premiers soins appartenaient aux hôpitaux, aux malades et aux vieillards indigens, et à cette masse toujours croissante d'enfans trouvés, épuisant sans cesse les ressources des départemens et des villes. Enfin, Messieurs, un puissant état est comme la nature, il se répare par le repos; les villes commerçantes participent à cette faculté, et celle de Lyon, va dès à présent en recueillir les fruits.

Les travaux d'intérêt local mérités par son administration, et dont la plupart sont déjà en construction, coûteront 7 millions; ils se composent:

1° Du prix de la réacquisition des bâtimens et de la dépense de la reconstruction du grand théâtre, évalués ensemble à	3,500,000 fr.
2° De la construction de l'entrepôt des sels	1,000,000
3° De celle d'abattoirs publics	1,000,000
4° Des acquisitions à achever pour l'établissement du quai du duc de Bordeaux et de celles à faire pour l'élargissement du pont du Change	600,000
5° Des remblais, travaux et plantations dans la presqu'île Perrache	600,000
Entrepriise des fontaines et des eaux de la ville	600,000
<hr/>	
Ces diverses dépenses s'élèvent en totalité à	7,100,000

Le vœu de l'administration municipale est de pourvoir à la confection de ces travaux et au paiement de leur dépense en quatre années.

L'étude de son budget nous a montré que, pendant cette révolution de quatre années, réserve faite d'une somme annuelle de 500,000 francs pour les autres dépenses extraordinaires, la ville peut appliquer au paiement de celles-ci 500,000 francs par an, c'est-à-dire :

Ainsi, le déficit à couvrir serait de	5,100,000
---	-----------

Mais la ville ayant jusqu'ici sagement gardé en portefeuille les actions d'un emprunt de 600,000 francs auquel elle fut autorisée par une loi du 20 juin 1821, pour la construction du magasin des sels, l'émission prochaine de ces actions réduira le déficit à 4,500,000 fr.

Néanmoins l'autorité locale a borné à 5,400,000 fr. la quotité de l'emprunt proposé, dont elle comblera la différence avec le produit de la vente arrêtée de bâtimens communaux sans destination.

Nous vous devons maintenant, Messieurs, le récit succinct de l'utilité et de la nécessité des entreprises qui donnent lieu aux dépenses et à l'emprunt.

La salle de la Comédie, que la ville avait fait construire par Soufflot, en 1756, fut soumise à la vente pendant la révolution. La ville, dépourvue de sa propriété, fut réduite à en devenir le locataire; la location lui coûtait 40,000 francs par an: après de longues négociations, elle a racheté, en 1825, au prix de 1,200,000 fr. Ce rachat fut fait dans la persuasion qu'avec 200,000 ou 300,000 francs on réajournerait et on restaurerait complètement un édifice fort négligé, il est vrai, mais élevé de la main de Soufflot, et qui n'avait que 70 ans de construction, dans un pays où les maisons bravent les siècles. Ce fut avec une surprise dont les citoyens ne sont pas encore revenus, qu'à peine on eût fait résonner dans cette enceinte le pic et le marteau, qu'on reconnut que tout était à démolir et à refaire. Il était impossible et il eût été criminel de masquer des vices de solidité sous des enduits trompeurs: la cause s'épouvante de la catastrophe que l'on pouvait préparer, et sans doute le magistrat se fût retiré plutôt que de se charger par pusillanimité du risque de l'événement. Aussi l'administration n'hésita point; tout menaçait ruine, et tout sera rasé hormis les fondations: un plan nouveau a été approuvé par le Gouvernement; la ville aura un beau monument, et s'il coûte plus d'argent, la vie des spectateurs sera mise à l'abri des dangers.

Nous aurons peu de choses à dire de la construction de l'entrepôt des sels et de celle des abattoirs. L'une et l'autre sont autorisées par des ordonnances royales. La première est la condition de l'entrepôt accordé à la ville de Lyon; la deuxième n'est pour cette ville que ce qu'on fait partout, et si quelque chose doit surprendre, c'est qu'elle ait tardé si long-tems à éloigner de son sein ces turberies d'animaux dégoûtantes de sang et de fange.

Le 21 août 1822, le feu roi accorda à la ville de Lyon une somme de 800,000 francs, assignée sur le budget des ponts-et-chaussées, pour concourir à la construction du quai du duc de Bordeaux, et à l'achat et démolition des maisons construites le pied dans l'eau, et qui bordaient la Saône dans cet étroit défilé appelé *rue de la Pêcherie*. La ville, sans un nouveau recours à la bonté royale, reste chargée des autres dépenses d'acquisition de terrains, auxquelles viennent se joindre des maisons qui retrécissent l'entrée orientale du pont du Change; et quoiqu'elle ne porte ces deux articles réunis qu'à 600,000 fr. dans l'emploi des deniers de l'emprunt, l'ensemble de l'opération lui a coûté ou lui coûtera plus de 2,500,000 francs. C'est aujourd'hui une fortune pour un propriétaire que d'avoir une maison à démolir pour élargir la voie publique.

Une loi que vous avez adoptée, Messieurs, a rendu à la ville de Lyon la propriété de la presqu'île Perrache, que lui avait aliénée l'ancienne compagnie. En recevant ce bienfait, la ville de Lyon n'apercevait que sous un horizon sans limites l'importance du don qu'elle recevait: mais bientôt les terrains réservés à la compagnie dans le voisinage de la ville ont été vendus par elle et divisés; les constructeurs se sont emparés du sol, et, le bien se propageant cette fois avec la rapidité du monde, on a conçu la pensée de faire de la presqu'île une ville industrielle, destinée aux forges, aux usines, aux grands établissemens industriels. La compagnie du chemin de fer vient y fonder le chef-lieu de son roulage futur; d'autres concessions sont consenties; tout récemment le roi a donné sa sanction au plan général de distribution des terrains. Reste à exécuter les remblais nécessaires à la salubrité, et défensifs contre l'inondation. Les concessionnaires sont tenus d'en faire une partie; c'est à la ville à faire le reste, et à donner l'exemple. Tout vous convie de lui accorder les 600,000 fr. qu'elle demande au crédit, et dont le prompt emploi décidera un prompt succès.

Une ville baignée et quelquefois inondée par deux rivières, dont l'une est un grand fleuve, ne peut manquer d'eau; mais c'est de fontaines, d'eau potable, salubre et jaillissante, qu'il s'agit en ce moment. En ce genre, la ville de Lyon est fort pauvre; la disette est complète sur ses collines, et, il y a dix-huit cents ans, les Romains prirent le soin de vous le prouver par leurs aqueducs. Que fera-t-on, dans ce siècle de la physique et de la mécanique, pour surmonter ce grave inconvénient? On ne refusa pas les aqueducs: mais demandera-t-on de l'eau aux pompes à feu? Ces machines sont fragiles, et leur manège est promptement épuisée; c'est de la boisson d'un peuple nombreux, c'est de l'arrosage et de la propreté d'une grande cité, que nous nous occupons; la question n'est point résolue. Je ne sais si elle pourrait l'être par la dérivation de quelques-unes des rivières qui coulent sur le plateau élevé de la Bresse, et que l'on conduirait à ciel ouvert sur les hauteurs au nord de la ville: elle appelle l'attention des hommes méditatifs, et il est très-bon que la ville ait la disponibilité éventuelle de 600,000 francs pour encourager et partager les entreprises auxquelles elle doit promptement se livrer.

Après nous être ainsi expliqués sur l'utilité de ces diverses entreprises, toutes incontestablement à la charge de la ville de Lyon, selon que le justifie leur énonciation, nous vous rappellerons que nous vous avons dit que les revenus de cette ville s'élèvent, année commune, à 5 millions; ses dépenses fixes en absorbent deux; sur le million d'excédant doivent être prélevés 500,000 fr. pour les dépenses extraordinaires des travaux déjà en exécution; restent 5 à 600,000 fr., somme évidemment insuffisante pour se livrer aux entreprises projetées: de là l'indispensable besoin de recourir au crédit.

Les voies et moyens de remboursement de l'emprunt sont détaillés dans la délibération du conseil municipal de Lyon. Le préfet, dans son rapport, les évalue à 5,940,000 francs. Ce sont des propriétés foncières à vendre successivement, et dont plusieurs le sont déjà, pour être payées à longues échéances. Ces rentrées et les intérêts que produiront les capitaux sont le gage que la ville offre à ses prêteurs, outre leur action générale et leur affectation spéciale consentie par la ville sur les immeubles à aliéner. Sous ce rapport, la délibération municipale ne laisse rien à désirer pour eux, et leur sûreté nous paraît vraiment entière. Les 600,000 fr. de l'emprunt autorisé en 1821 et les 5,400,000 fr. à emprunter aujourd'hui sont aussi solidement assis que peut l'être une opération de ce genre.

Ce n'est au fond qu'une anticipation que la ville de Lyon demande au crédit, et qui profitera à tous les intérêts. La forme de l'emprunt, l'époque des appels de fonds, la division des termes de remboursement et l'emploi des fonds, sont du ressort de l'administration générale, à laquelle il appartient d'en ordonner.

Par ces motifs, la commission vous propose, à l'unanimité de ses membres, l'adoption du projet de loi.

Paris, 16 mars 1827.

CHAMBRE DES DEPUTÉS.

(Présidence de M. Ravez.)

Suite de la séance du 15 mars.

M. de Salaberry: Je viens soutenir la proposition de mon honorable collègue; elle est inspirée par la bonne foi, par la justice et par la raison; elle ne peut manquer d'obtenir votre assentiment, la question me paraît bien simple: de deux choses l'une, ou les journaux ne disent que la vérité, et alors je le demande, qu'ont-ils à craindre? ou ils mentent chaque jour à leur conscience, et je ne sais à laquelle, car aujourd'hui on en a plusieurs (rire au centre et à droite), et alors de quel droit s'opposent aux mesures devenues nécessaires pour réprimer leur audace? Vous savez, Messieurs, qu'ils prétendent au privilège d'avancer des faits faux, d'altérer ceux qui sont vrais, sans qu'aucune puissance humaine puisse les forcer à dire le lendemain dans leurs feuilles: nous avons mérité, et pourtant c'est dans le même journal que le même public doit voir l'accusé combattre l'accusateur. Les moyens de réfutation dans une autre feuille ne suffisent pas; ils ne servent à rien. Chacun ne lit que les journaux de sa couleur, et encore une fois, le droit de défense doit s'exercer sur le même terrain, que l'attaque, autrement il est illusoire. Avec cet odieux privilège de parler seul, de tout dire sans jamais rien rétracter, nous venions s'établir le régime du mensonge, l'ère de la monarchie légitime finirait. La société subirait d'autres destinées, elle retomberait sous le joug d'une main de fer; et alors, Messieurs, le journal aux vingt mille abonnés se tairait devant cette main de fer, ou plutôt, selon son habitude, il la baiserait.

Ici l'orateur se plaint de l'infidélité de certains journaux dans la manière dont ils rendent compte des séances de la chambre; mais, ajoute-t-il, et la voix de l'honorable membre qui devient de plus en plus solennelle, s'assombrit tellement que nous ne pouvons recueillir que des paroles détachées, ce sont là leurs moindres délits: ils ne se contentent pas même d'attaquer avec ardeur les deux pouvoirs avec lesquels la royauté a partagé la puissance législative, c'est au premier des pouvoirs de l'état, c'est à la royauté elle-même que s'adressent leurs blasphèmes et leurs outrages.

Il n'a pas suffi à tel journal que je m'abstiens de citer, de parler impunément de la satisfaction due à la majesté nationale, et je le demande, que faisaient alors ceux qui ont pour mission de faire respecter l'autorité et le nom du roi; ceux qui doivent savoir qu'en France il n'y a qu'une majesté, et que cette majesté est sur le trône? Ce journal révolutionnaire, qu'encore une fois je m'abstiens de nommer, a été plus loin encore; à Dieu ne plaise que je reproduise ici ses paroles criminelles: il me suffira de dire qu'elles se trouvent dans son numéro du 4 mars. On assure que cet article est poursuivi, et que, s'il a trouvé des apologistes, il trouvera aussi des juges.

Mais ce journal n'est pas le seul coupable: Le drapeau révolutionnaire flotte sur la place publique; il est planté par le journaliste *Précurseur*. Ce nouveau *Proculus* a tracé un cercle autour de la royauté, et il sait qu'avec la loi de 1822 il en sera quitte pour une amende de 500 fr.

Vous voyez avec quelle ardeur les écrivains antimonarchiques défendent cette licence de la presse qu'ils regardent comme le palladium révolutionnaire. Pour mieux combattre, ils ont jeté jusqu'à leur masque. Sachons enfin mettre un frein à leur inconcevable hardiesse: ils nous laissent ironiquement l'obéissance de l'amour; que nos lois, que nos réglemens les forcent à l'obéissance de la crainte. [Mouvements divers; confuses exclamations.]

Mes chers collègues, dit l'orateur en terminant, et d'une voix dont les éclats ne parviennent jusqu'à nous qu'à travers le bruit sourd qui régnait dans toutes les parties de l'assemblée, mes chers collègues, vous qui avez bravé et les échafauds, et les proscriptions, et les regards des tyrans; vous dont les noms sont glorieusement inscrits dans les fastes de la fidélité et du malheur, je ne crains pas d'être désavoué par vous, en vous associant à l'expression des sentimens d'indignation que j'éprouve; car nous avons tous la même religion, celle de l'amour du roi. Oui, nous repoussons avec horreur le blasphème du journaliste factieux; tous nous nous élevons: Honni soit le parjure qui ose blasphémer le nom sacré du roi. [L'agitation provoquée par ce discours se prolonge quelque tems encore après que l'orateur est descendu de la tribune.]

M. de Vaublanc soutient qu'il n'est point question d'étouffer les journaux, qui, à diverses époques, ont produit des résultats avantageux; mais il faut examiner l'abus, relativement à la dignité de la chambre. Ce n'est point l'établissement

d'une sorte d'inquisition : non, messieurs, l'offense est publique, le coupable sera bientôt trouvé, les membres de la commission n'auront pas besoin de lire, comme on l'a dit, tous les journaux; la clameur publique suffira pour leur dénoncer ceux qui saliront l'honorable liberté de la presse. La chambre a d'ailleurs le droit, qu'un orateur lui a contesté, de créer la commission dont il s'agit, cette organisation n'étant qu'exécutive de l'article du règlement qui l'autorise à poursuivre les coupables sur la demande de deux de ses membres. Dans tous les tems, les corps politiques ou judiciaires se sont montrés jaloux de leur prérogative, et il n'est pas un juge de paix qui se laissât impunément insulter.

M. de Lézardière pense que la proposition de M. de la Boëssière est contraire à la dignité de la chambre. Elle vient de discuter une loi sévère dans l'intérêt de la France, et peut-être se compromettrait-elle en adoptant une disposition toute dans son intérêt. Ce n'est point par nos discours qu'on juge dans nos départements, où nous pouvons être connus autrement que par nos discours.

M. Humbert de Sesmaisons appuie la prise en considération, qui est combattue par M. le général Sebastiani, qui fait observer que la proposition appartient en réalité à M. le président du conseil.

M. le ministre des finances, qui lui succède à la tribune, déclare que le règlement lui paraît insuffisant et d'une exécution difficile. L'infidélité du compte rendu des séances est prouvée, toute la question est là; il s'agit de savoir si l'on veut une publicité réelle ou factice; si cette publicité factice écartera de la réélection ceux des membres dont on aura altéré les opinions. On dit que le format des journaux ne leur permettant de donner que des extraits, ils ne peuvent rendre un compte entièrement exact des séances; messieurs, je lis rarement les journaux, je n'en ai pas le tems; mais j'ai parcouru ceux qui rendaient compte de la séance dans laquelle M. de la Boëssière a présenté sa proposition, et j'avoue que j'ai été frappé de la partialité avec laquelle on copiait les discours de certains orateurs, tandis qu'on s'étendait avec complaisance sur ceux de certains autres; et il était impossible d'attribuer ces inégalités à l'incapacité des rédacteurs, car ces séances étaient fort habilement rédigées. (S'agit.) C'est à tort qu'on conteste à la chambre le droit de punir sa propre offense: la loi lui en donne, lui en impose même le droit, sans que le gouvernement ait rien à y voir.

M. de la Boëssière a la parole pour un fait personnel, et déclare que l'idée de cette proposition lui est venue spontanément, et qu'il n'a rien dit qu'il n'ait pensé lui-même; seulement il a modifié sa première proposition.

M. Labbey de Pompières a la parole: L'honorable membre prononce quelques mots. On l'invite à parler plus haut.

Comment voulez-vous, reprit-il, que les journalistes m'entendent, quand vous-mêmes vous ne m'entendez pas? (Riez-vous?)

Vous avez voté une loi qui a paralysé la pensée, proscriit la parole, brisé l'instrument qui la propage, etc. loi de terreur, (à la question!) oui, de terreur. (La clôture.)

M. le président, à l'orateur: La loi est votée!

M. Labbey de Pompières: Vous voulez une commission spéciale; c'est ainsi qu'on est arrivé à 95. (Exclamations au centre.) Il y a eu d'abord une commission des recherches, nous y sommes; puis de surveillance, nous y viendrons; puis de sûreté générale, de salut public. Vous savez le reste. Vous ne savez pas ce qui vous en arrivera.

C'est la conduite des corps politiques qui fait leur considération. Quand ils la méritent, ils l'obtiennent. Ça ne la leur ôte pas, ils la perdent.

Les journalistes sont si loin de la tribune qu'ils ne peuvent souvent entendre les orateurs. On les accuse de partialité; mais les discours des ministres sont recueillis en entier dans les journaux même les plus opposés au ministère. Hez-vous, pour une phrase qu'on n'a répétée qu'à demi, adopter des mesures comme celle qu'on vous propose? (Aux voix! La clôture.)

M. Casimir Périer s'étonne que l'on ferme si brusquement la discussion sur une proposition purement personnelle, tandis que la demande de commission d'enquête, sur la situation du pays, a été constamment prononcée. (La clôture est prononcée.)

La Chambre décide que la proposition est prise en considération; L'ordre du jour est la délibération sur un projet de loi, tendant à autoriser le département de la Charente à emprunter une somme de 150,000 fr., à cinq pour cent, pour dépenses locales.

M. Hyde de Neuville demande pourquoi ces emprunts se font à cinq pour cent, tandis que l'on assure chaque jour que l'intérêt est à trois pour cent. M. le ministre des finances répond que les termes que prennent les communes pour payer ne leur permettent pas d'emprunter au-dessous de cinq pour cent. M. Labbey de Pompières cite l'exemple d'une commune qu'en a autorisé à emprunter 150,000 à cinq pour cent, tandis qu'elle avait au trésor des fonds qui ne lui rapportaient que trois et demi pour cent. Il résulte de ce mouvement de fonds des bénéfices de l'emprunt desquels on devrait justifier. M. le ministre des finances répond que c'est par la raison que cette commune a 150,000 fr. au trésor, qu'elle en a emprunté 150,000 autres, pour subvenir à une dépense de 500,000 fr.; c'est pour parvenir à cette accumulation de ses revenus qu'elle verse successivement ses excédens de recettes au trésor qui lui en fait l'intérêt.

On entend le rapporteur, et le projet est ensuite adopté. Demain, délibération sur des projets de la loi relatifs à des dépenses départementales.

CORRESPONDANCE PARTICULIERE DU PRECURSEUR

Séance du 16 mars.

A trois heures seulement la séance est ouverte.

Le procès-verbal est lu et adopté.

MM. les députés ne sont pas en nombre suffisant pour délibérer.

MM. le président envoie les huissiers dans les bureaux pour voir s'il y a des députés arrivés.

M. de Villèle et de Corbières sont au banc des ministres.

Au retour des huissiers, M. le président annonce à la chambre que même en comprenant les dix-huit députés qui sont dans les bureaux, elle ne serait pas en nombre.

Plusieurs voix : A demain !

D'autres voix : Non ! non ! attendons !

M. le président : La séance est levée et renvoyée à demain.

Le complot qui s'était formé à Valence d'Alcantara à Alcantara, à Caserez et sur différents autres points occupés par l'armée d'observation, est bien loin d'être aussi insignifiant qu'on l'avait d'abord peint ici; ce ne sont pas quelques soldats entraînés par un officier en congé qui prenaient part à ce complot de désertion, par suite duquel un grand nombre de sous-officiers et de

soldats ont déjà été fusillés; ce sont des bataillons entiers qui s'y trouvent impliqués.

La désertion partielle continue aussi à faire de grands progrès surtout dans les corps de la garde, dont les chasseurs, s'il faut en croire les lettres qui arrivent d'Alcantara et des environs, ont perdu déjà près de la moitié de leur effectif.

(Constitutionnel.)

EXTERIEUR.

SUISSE.—Lausanne, 15 mars.

Une lettre épiscopale, datée d'Offenbourg, vient d'être adressée par M. l'évêque de Bâle au clergé de son diocèse. Ce prélat y exprime la profonde douleur dont il est affecté en apprenant que des versions du nouveau testament sont distribuées aux fidèles, et qu'un autre livre, plus dangereux encore, sous le titre d'Heures édifiantes, circule sans empêchement.

Les versions de la bible étant expressément prohibées par le St.-Siège, et les Heures édifiantes cachant sous des dehors trompeurs un dangereux poison, M. l'évêque a cru devoir réprimer, par des mesures efficaces, les propagateurs de l'un et l'autre ouvrage, dont le but détestable est, suivant lui, de métamorphoser des peuples soumis et distingués par leur foi et leur obéissance au St.-Siège, en un ramas de chrétiens bibliques, n'ayant que leur conscience et l'écriture sainte pour guide et pour conseil.

Dans ces malheureuses circonstances, M. l'évêque de Bâle réclame la coopération du clergé de son diocèse pour sauver le troupeau qui lui est confié, et il lui recommande surtout d'employer, mais avec prudence et discrétion, tous les moyens possibles, soit pour obtenir la remise et la destruction des ouvrages susdits, soit pour empêcher les fidèles de se livrer à aucune autre lecture que celles que le St.-Siège aurait expressément approuvées.

En conséquence de cet ordre pastoral, M. le pro-vicaire Gerber, de Soleure, s'est déjà adressé au clergé des cantons de Soleure et d'Argovie pour lui en recommander l'exécution. Cent mille exemplaires des Heures édifiantes ont été imprimés depuis 20 ans à Arau.

Un procès d'une nature assez particulière occupe les tribunaux St-Gallois. L'auteur recommandable de l'Histoire de la ville de St-Gall ayant vendu à un bouquiniste, comme manuscrits, un assez grand nombre d'exemplaires incomplets de son ouvrage, l'acheteur a fait réimprimer les feuilles qui manquaient, et a vendu l'ouvrage à un prix très-inférieur au prix des libraires. De là un procès, que l'auteur du livre a gagné en première instance. Le bouquiniste a interjeté appel.

CAUSES CELEBRES ETRANGERES.

Publiées en France pour la première fois, et traduites de l'anglais, de l'espagnol, de l'italien, de l'allemand, etc.

Le tome premier qui paraît contient la tragique et horrible catastrophe de la famille Cenci (1598); le procès du colonel Kéburne (1649), qui fait si bien connaître la réaction contre l'omnipotence papale, ou plutôt contre l'usurpation de Gronwel; le procès intenté pour violences exercées sur l'airain de la chambre des communes (1629), prélude de la grande révolution anglaise, qui aurait dû faire ouvrir les yeux au monarque et à ses conseillers; la conspiration des poindres (1605), dans laquelle le père Gabaret et les jésuites furent complices; la cause de la duchesse de Kingston (1776); l'intrigue de lady Grosvenor avec le duc de Cumberland (1746); les dégoûtements du prince, les pélerinages dans les auberges, les rendez-vous des deux amans, leurs lettres, etc. : l'une des plus piquantes anecdotes de la galanterie anglaise.

A cette affaire succède l'épisode historique de la condamnation du prince doué Carlos, contre lequel se réunissent l'inquisition et la politique farouche de Philippe II.

Ce volume se termine par la conspiration d'Ankstrom, assassin de Gustave III, roi de Suède; conspiration dont le bruit retentit en Europe en 1792, au milieu de la grande crise de notre révolution (1).

A LOUER.

Jolie maison de campagne contenant dix pièces, terrasse, et une très-belle vue, située au bout du premier faubourg de St-Clair, maison Dumolard. S'y adresser.

SPECTACLE DU LUNDI 19 MARS.

LA MÈRE AU BAL.—LE CONTINENTAL.—LA LUNE DE MIEL.

BOURSE DE PARIS du 16 mars 1827.

Rentes — 5 p. 100. jouiss. du 22 sep. 1827. — 98 f. 70 c.	Actions de la banque 1990 f.
Rentes — 3 100. jouiss. du 22 déc. 59 f. 20 c.	Fonds étrangers.
Ann. à 4 p. 100.	Rent. de Naples, cert. Falc. 75 5/8
Obl. de la v. de Paris.	Obl. de Naples, comp. Rothschild. en liv. sterl.
Quatre Canaux.	Rentes d'Esp. cert. franc.
Caisse hypothécaire 835	Emp. royal d'Esp. 1827. 52
	Emprunt d'Haïti. 655.

(1) L'ouvrage paraîtra par livraison d'un volume in-8° — Le prix de chaque volume est de 6 fr.

La collection se composera de quatre ou six volumes. — On attend des pays étrangers des documents; si le récit des causes qui seront envoyées offre assez d'intérêt, on portera la collection à huit volumes, nombre qui ne sera dépassé dans aucun cas.

Chez l'éditeur M. G. L. F. Panekoucke, rue des Poitevins, n.° 14. (On ne paie rien d'avance.)